

L'Algérie bientôt en faillite ! Il est urgent de supprimer regroupement familial et ouverture des frontières

écrit par Conan | 15 février 2020



Pourquoi je souhaite l'abrogation totale de la loi sur le regroupement familial et pourquoi je recommande au RN d'exiger, dès à présent, de l'exécutif, la communication mensuelle du nombre de visas délivrés à ce titre, ainsi même que celui des visas « touristiques » dont on sait qu'aucun contrôle n'est fait sur l'effectivité du retour au bled ??...

C'est tout simplement parce que contrairement aux chiffres dérisoires et aux indications rassurantes de l'INSEE sur les flux migratoires, j'ai l'impression d'être devenu un étranger dans mon pays, quand je voyage dans les transports en commun en région parisienne, ou dans le métro de Lyon, ou à Marseille etc... Ce qui laisse aussi perplexe, c'est, par exemple, de constater la disparition des chiffres en question que communiquaient encore jusqu'en 2018, sur Internet, les services de l'ambassade de France en Algérie... Aujourd'hui, plus rien, nada sur ce sujet dans les pages

web...Pourquoi ? C'est quand même curieux !..

Alors oui, il y a bien sûr des causes à ce phénomène d'immigration/ invasion, comme l'explosion démographique du continent africain et sa faillite économique, dont notamment celle d'un pays très proche : l'Algérie... Mais pourquoi donc les Français auraient-ils à supporter les conséquences des méfaits de dictateurs corrompus, de l'imprévoyance de turlupins incapables ou du fanatisme de certains religieux préconisant une guerre des ventres insensée contre des pays prétendus riches ??...A noter à ce sujet que le continent africain dispose de bien plus de ressources naturelles que l'Europe ...

Après avoir subi les délocalisations de nos industries, effet du mondialo-progressisme, nous n'avons même plus de travail à offrir à notre propre jeunesse... ALORS, LE REGROUPEMENT FAMILIAL EN FAVEUR DE NOUVEAUX ALLOCATAIRES ...NON, NON ET NON ! Il faut en terminer avec cet ethno-masochisme qui va nous mener à la guerre civile !

.

Ce qui m'a amené à rédiger cet article, c'est l'inquiétude que m'a laissée la lecture du dernier bulletin de Bernard Lugan sur l'Algérie, dont je vous livre, ci-après, la partie qui traite de son « impasse économique » dans son bulletin intitulé « Algérie : pour comprendre comment le « Système » l'a emporté sur la rue » :

« Le « Système » ayant réussi à régler la question de la succession du président Bouteflika au mieux de ses intérêts, reste désormais à éviter à l'Algérie le naufrage économique, question qui s'énonce simplement : les hydrocarbures fournissent, bon an mal an, entre 95 et 98% des exportations et environ 75% des recettes budgétaires de l'Algérie; or, en raison de l'épuisement des nappes, la production algérienne de pétrole est en baisse constante. Quant à celle du gaz,

elle risque de devenir problématique.

En 2012, Abdelmajid Attar, ancien ministre et ancien PDG de la Sonacotrach, la société nationale des hydrocarbures, avait provoqué un séisme en déclarant que : »le degré d'épuisement avancé de nos réserves nous impose de constituer une réserve stratégique pour les générations futures, à défaut de leur léguer une économie diversifiée capable de progresser par elle-même »

Deux ans plus tard, au mois de juin 2014, M. Abdelmalek Sellal, le Premier ministre algérien de l'époque avait à son tour sonné le tocsin en déclarant devant l'Assemblée populaire nationale que : « *D'ici à 2030, l'Algérie ne sera plus en mesure d'exporter les hydrocarbures, sinon en petites quantités seulement (...) D'ici à 2030, nos réserves couvriront nos besoins internes seulement* ».

Un temps, les dirigeants algériens nourrissent l'espoir que le gaz viendrait opportunément combler l'effondrement de la production pétrolière. Cette illusion fut dissipée le 13 Décembre 2018 par M. Mustapha Guitoni, ministre algérien de l'Energie quand il déclara devant les députés de l'APN : « *Si nous ne trouvons pas rapidement d'autres solutions pour couvrir la demande nationale en gaz, en hausse constante, nous ne serons plus en mesure, dans deux ou trois ans, d'exporter* ».

La situation est donc dramatique car la production gazière algérienne est de 130 milliards de m³/an. Or sur ce volume, 50 milliards de m³ sont actuellement consacrés à une consommation locale en hausse de 7% par an et qui va encore augmenter proportionnellement avec une population d'au moins 50 millions en 2030. Restent donc, dans l'état actuel de la production, 80 milliards de m³ sur lesquels 30 milliards de m³ sont réinjectés dans les puits de pétroles pour simplement maintenir leur activité ..

L'exportation ne peut donc compter que sur 50 milliards de m³, un volume qui va automatiquement diminuer annuellement en raison de l'augmentation de la demande intérieure liée à l'essor démographique...Résultat, comme l'Algérie va devoir réduire ses exportations,, tant de pétrole que de gaz, elle va donc voir ses recettes baisser en proportion.

Dans ces conditions, comment le pays pourra-t-il satisfaire les besoins élémentaires de sa population? Au mois de Janvier 2019, l'Algérie comptait 43 millions d'habitants avec un taux d'accroissement annuel de 2,15% et un excédent de quasiment 900.000 habitants chaque année. Le pays ne produisant pas de quoi les habiller, les soigner et les équiper, il doit donc tout acheter à l'étranger. L'agriculture et ses dérivés ne permettant de satisfaire qu'entre 40 et 50% des besoins alimentaires du pays, le quart des recettes tirées des hydrocarbures sert à l'importation de produits alimentaires de base...L'importation des biens alimentaires et des biens de consommation représente actuellement 40% de la facture de tous les achats faits à l'étranger (Centre national de l'informatique et des statistiques-douanes-CNIS).

La question économique va donc immanquablement faire entrer l'Algérie dans une zone de turbulence car l'Etat risque de ne plus être en mesure d'acheter la paix sociale. Or, perfusé de subventions, le socle légitimiste de la population n'a pas rejoint le « hirak » de crainte de voir triompher une révolution « bourgeoise » qui l'aurait privé des 20% annuels du budget de l'Etat consacrés au soutien de l'habitat, aux familles, aux retraites, à la santé, aux anciens « combattants », aux pauvres, aux démunis et à toutes les catégories vulnérables « ...

Il est bien certain que cette faillite annoncée aura des

répercussions désastreuses pour notre pays si nous ne réagissons pas immédiatement à titre préventif, **notamment en abrogeant ce regroupement inépuisable et insensé d'allocataires nouveaux...** Cela n'était pas du tout l'esprit originel de cette loi !... Les autres problèmes : parasitage social, ensauvagement et insécurité, étant, eux, déjà là !!!... Il n'y a qu'à voir l'envolée de notre dette publique et lire la rubrique des faits divers dont les meRdias subventionnés cherchent pourtant à nous cacher l'essentiel !!....

Pour les personnes intéressées par la lecture de la totalité du bulletin de notre distingué africaniste :

<https://211339.fr.mp-track.com/view/?s=DFWLhu0CBfnKJWYJZSGyTU2ShdxNnkN79Yar1UYfPPoy95QPzNeeu5j0vkkdxgu%2f%2ba0IpXJmXrv3H0KJFFkw25xsoH3J54Fmnb6NwBjQmo7g7SQy0rVnNGjo19zGCtBFW6cT6lEe%2fiH8oAP5U3dh6%2bZ20x3AKgcsio8NYATuJfIAx84oDZQGVl%2bNDmP8PsYFd05pqnOHPlsSTvSxVHXNjKgqhsSppCu6TM9asWErgw%3d&e=70FlGr%2fD5AsSwSZP2rWbd4k1VQZikz1gznc0hrYcsA0%3d>